



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 14 avril 2014

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Positionnement par rapport à la Directive dite "IED"

**Société EST ARGENT
sise sur la commune de SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE**

--	--	--

1. POSITIONNEMENT IED :

Contexte

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir à Monsieur le Préfet des Vosges, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 02 mai 2013, soit avant le 05 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité. Les obligations de l'exploitant lui ont été rappelées par courrier de l'inspection des installations classées du 05 juillet 2013 (nos références : PR-DI-13-728).

Par courrier du 29 octobre 2013, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection cette proposition.

L'arrêté préfectoral modifié n° 225/2000 du 13 janvier 2000 autorise la société EST ARGENT à exploiter des activités de collecte et de regroupement de déchets provenant des industries graphiques, photographiques et de radiologie ainsi que la récupération de métaux à partir de bains argentiques.

Les activités exercées n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

Analyse de l'inspection

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant propose de retenir la rubrique 3550. Cette rubrique concerne le stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

L'établissement est également concerné par la rubrique 3510 qui concerne l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de 67 tonnes par jour d'après l'exploitant.

D'après l'exploitant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables à l'exploitation sont celles relatives au document BREF « traitement des déchets » (WT).

Proposition de l'inspection

L'inspection propose à Monsieur le Préfet des Vosges de fixer par arrêté préfectoral complémentaire : le document BREF « Traitement de déchets » (WT) applicable à l'établissement, la rubrique principale 3550 et la rubrique 3510 qui s'applique également.

2. CONCLUSION :

L'inspection des installations classées propose, en application de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, de soumettre le projet d'arrêté annexé au présent rapport, à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société EST ARGENT
sise sur la commune de SAINT-MICHEL- SUR-MEURTHE

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 225/2000 du 13 janvier 2000 autorisant la société EST ARGENT à exploiter des activités de collecte et regroupement de déchets provenant des industries graphiques, photographiques et de radiologie ainsi que la récupération de métaux à partir de bains argentiques sur le territoire de la commune de SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 05 juillet 2013 ;
- Vu le courrier de l'exploitant daté du 29 octobre 2013 ;
- Vu le rapport de l'inspection daté du 14 avril 2014 ;
- Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le Préfet des Vosges, par courrier précité, de retenir la rubrique 3550 comme rubrique principale de l'exploitation ;
- Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le Préfet des Vosges, par courrier précité, de retenir les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives au document BREF « traitement des déchets » comme BATc relatives à la rubrique principale pour son activité ;
- Considérant donc qu'il convient de retenir la rubrique 3550 comme rubrique principale de l'exploitation et les BATc relatives au document BREF intitulé « Traitement de déchets » comme BATc relatives à la rubrique principale ;
- Considérant que l'établissement est également concerné par la rubrique 3510 (traitement de déchets dangereux) ;
- Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er}- La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 225/2000 est complétée par : «

Rubrique	Alinéa	Régime A, E, DC, D	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère	Quantité autorisée
3510		A	Elimination ou valorisation de déchets dangereux	10 t/j	67 t/j
3550		A	Stockage temporaire de déchets dangereux	Capacité totale supérieure à 50 t	99 t

»

L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 225/2000 est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative à la valorisation de déchets non dangereux. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF intitulé « Traitement de déchets » et aux versions modificatives de ce document ».

Articles d'exécution